

Unité inter-départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 30 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SEDA (cl I et cl II)

RTE DE SCEAUX - CD 191
Champteussé sur Baconne
49220 CHENILLE-CHAMPTEUSSE

Références : EC-2023-6-AUTO-SEDA-Chenille Champteussé-RAP
Code AIOT : 0100001093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/01/2023 dans l'établissement SEDA implanté RTE DE SCEAUX - CD 191 Champteussé sur Baconne 49220 CHENILLE-CHAMPTEUSSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de la régularisation administrative suite au démarrage en décembre 2021 de l'exploitation d'une centrale de panneaux photovoltaïques sur les parcelles 857 et 917, section A sur le territoire de la commune de Chenillé Champteussé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEDA
- RTE DE SCEAUX - CD 191 Champteussé sur Baconne 49220 CHENILLE-CHAMPTEUSSE
- Code AIOT : 0100001093
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEDA (Société d'Exploitation des Décharges Angevines) est autorisée à exploiter à Chenillé-Champteussé les installations suivantes :

- une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de capacité 100 000 t/an dont la

fin d'exploitation est prévue fin 2025 ;

- une installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) de capacité 55 000 t/an dont la fin d'exploitation est prévue en 2030 ;
- une unité de solidification-stabilisation de déchets dangereux de capacité 30 000 t/an ;
- un ancien centre de stockage de déchets non dangereux et dangereux réaménagé en post exploitation.

Un dossier de demande d'autorisation est en cours d'instruction portant en particulier sur une extension des installations de stockage de déchets dangereux et de déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- parcelles 857 et 917 sur lesquelles sont positionnés les panneaux photovoltaïques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de la régularisation administrative de l'exploitation d'une centrale de panneaux photovoltaïques sur les parcelles 857 et 917, l'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments suivants :

- un bilan du suivi des tassements depuis 2020;
- l'étude géotechnique réalisée avant la mise en place de la centrale;
- la mise à jour de l'analyse du risque foudre suite à la mise en place de la centrale.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Entretien	Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagements techniques	Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 4	/	Sans objet
2	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral D3-96 n°245 du 27 février 1996 concernant le suivi post-exploitation du casier exploité sur la parcelle 857. L'exploitant doit finaliser les travaux de réfection de la clôture de la partie sud de la parcelle 857 avant fin juin 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Comptage du volume des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un dispositif de comptage du volume des lixiviats produits par le site est mis en place. Des dispositifs propres à chaque puits permettent d'estimer le volume de lixiviat produits par puits.
Constats : L'exploitant a présenté son tableau de suivi des volumes de lixiviat produits depuis 2013 : 2013 : 1159 m ³ 2021 : 620 m ³ 2022 : 450 m ³ La parcelle 857 est en suivi post-exploitation depuis 1996. Les terrains réaménagés en 1995 sont composés comme suit de haut en bas : <ul style="list-style-type: none">• 30 cm de terre végétale ;• géocomposite de drainage ;• 1 m de matériaux argileux ;• déchets enfouis. Le volume de lixiviat récupéré est dépendant de la pluviométrie du fait de la couverture non étanche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux souterraines et des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a) Contrôle des eaux souterraines Chaque semestre, l'ensemble des piézomètres ceinturant le site (Pz1 à Pz8), la tranchée drainante et le puits de la ferme de la Rainerie ainsi que les bassins d'eau pluviale situés au nord du site et au sud face au chemin conduisant à la ferme de la Rainerie, font l'objet d'un prélèvement en vue d'analyser les paramètres suivants : pH, hydrocarbures, DCO, phénols, métaux totaux dont Cr6+, Cd, Pb, CN libres, Hg, As, Fluorures, Chlorures b) Les lixiviats sont analysés chaque semestre pour l'ensemble des paramètres du point a). Annuellement, une détermination des termes du bilan hydrique est effectué.
Constats : La parcelle 857 est ceinturée par 8 piézomètres. L'exploitant a présenté son tableau de suivi des paramètres sur les 8 piézomètres ainsi que sur le puits de la ferme de la Rainerie. Les bilans annuels d'exploitation synthétisent le suivi analytique. L'exploitant ne constate pas d'évolution notable des caractéristiques des eaux souterraines. Les lixiviats récupérés au niveau de la parcelle 857 sont pompés et dirigés vers le bassin B7. Ils ne sont donc pas analysés en sortie du point bas de récupération du casier correspondant à la parcelle 857.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Parties remises en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant entretient les différents équipements de la décharge (clôture, fossés périphériques, piézomètres, réseau de captage des lixiviats et du biogaz, talus, couverture).</p> <p>L'exploitant procède à l'entretien des parties remises en état afin de favoriser la végétation herbacée sur les alvéoles. Les haies et arbustes à racines perforantes sont régulièrement détruits. Les tassements différentiels concourants à des rétentions ou des ralentissements d'évacuation d'eau sur les alvéoles sont systématiquement compensés par des apports d'argile et de terre végétale.</p> <p>L'état des clôtures est régulièrement vérifié, les fossés périphériques sont fauchés et débroussaillés en tant que de besoin afin qu'ils puissent satisfaire à leur fonction primordiale de détournement des eaux météoriques extérieures.</p>
<p>Constats :</p> <p>La parcelle 857 ne comporte plus de tête de puits de biogaz, mais seulement des puits de captage de lixiviats. L'entretien de la parcelle est réalisé via de l'écopâturage.</p> <p>Les fossés périphériques sont régulièrement entretenus.</p> <p>L'exploitant indique avoir passé commande pour la réfection de la clôture sur un linéaire d'environ 400 m en partie sud de la parcelle 857.</p> <p>L'exploitant a présenté un bon de commande du 18/07/2022 de l'entreprise Moreau pour l'abattage d'arbres et la mise en place d'une clôture.</p> <p>L'exploitant s'engage à réaliser les travaux avant fin juin 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet